

## **A 260 JOURS DES JOP DE PARIS 2024, LA MINISTRE DES SPORTS SE DÉSINTÉRESSE-T-ELLE À CE POINT DES PERSONNELS JS ?**

Après trois années au sein du “grand pôle éducatif”, la situation globale ne cesse de se dégrader pour le secteur JS. Seuls les JOP de Paris 2024 et la candidature 2030 dans les Alpes semblent intéresser la Ministre des Sports. Les effectifs, passés de 8300 (en 2010) à 5400 (en 2023), dans les services, établissements et fédérations sont très largement insuffisants pour répondre aux besoins d'un service public JS ! Les conditions de travail sont de pire en pire et l'Education nationale montre son vrai visage en malmenant les personnels à coups de dispositifs politiques sans intérêt et de pressions hiérarchiques dans de nombreux services ou établissements, en particulier les stagiaires et contractuels ! Le “dialogue social” n'est en réalité qu'une discussion de façade, avec une très faible prise en compte des avis des personnels sur de nombreux sujets : aucune perspective d'avenir pour le service public JS, graves défaillances dans les services et établissements, chantage et mensonges sur le RIFSEEP en faisant croire que cela permettrait d'augmenter les indemnités, alors que nous savons que l'augmentation indemnitaire était déjà voté à l'assemblée nationale et qu'il n'y avait aucune obligation. En clair, le tournant autoritaire du gouvernement se ressent même dans les services JS.

Dans de nombreux services, les défaillances sont criantes et rien n'avance malgré les interventions récurrentes des OS. En IDF par exemple, la DRAJES dysfonctionne à un niveau rarement atteint. L'intersyndicale JS IDF UNSA-SOLIDAIRES-CGT déclenche une nouvelle alerte pour dénoncer les pratiques managériales autoritaires de la part de la direction du SDJES 75 et de la DRAJES, la désorganisation générale des missions, pôles/services, avec des manquements et failles de procédures et un manque cruel d'effectifs et de moyens... Cela engendre des arrêts de travail et une véritable souffrance au travail.

Au CREPS de Montpellier, le Directeur poursuit sa cabale contre des agents en les malmenant et les dénigrant. Il vient de relancer une procédure de licenciement contre un agent contractuel reconnu et expérimenté du monde sportif (kiné des Equipes de France Olympiques en 2012). Cette procédure, totalement infondée, avait déjà été tentée par ce même directeur, mais stoppée par le ministère des sports en 2022. Est-ce que la Ministre Amélie Oudéa-Castéra va continuer de laisser des directeurs d'établissements agir en toute impunité et soutenir les pratiques d'encadrement brutales ou enfin mettre un coup d'arrêt à des méthodes très largement dépassées ?

Au sein des fédérations sportives, à cause de la création de l'ANS, l'ensemble du modèle est très fragilisé. Les missions de CTS sont de plus en plus malmenées dans leurs missions, et les agents souvent abandonnés

par leur service (CGO ou DRAJES). Il manque cruellement des personnels dédiés pour assurer une véritable coordination des CTS, avec des moyens suffisants pour assurer l'accompagnement, la formation et le suivi de carrière ! Dans ce contexte, les Présidents de fédérations prennent une place trop importante. La commission d'enquête de l'assemblée nationale commence d'ailleurs à lever le voile sur la gouvernance des fédérations.

Concernant le SNU, véritable dispositif d'embrigadement de la jeunesse qui s'est construit sur le chantage et la pression financière avec certains mouvements d'éducation populaire et malgré le rejet massif des jeunes (4% de participation d'une classe d'âge environ). Nous dénonçons aussi régulièrement les actes intolérables qui se produisent régulièrement dans les centres SNU, sans être entendus. Comment comptez-vous mettre fin aux VSS, agressions, au racisme et la maltraitance dans les centres SNU, avant de vouloir généraliser ? Est-ce que "s'engager" pour marquer des points dans Parcoursup relève de l'engagement et de l'émancipation des jeunes ou d'un chantage autoritaire ? Pour quelles raisons, une omerta est délibérément organisée dans les services sur ce dispositif ? Si vous n'avez rien à cacher alors il faut une totale transparence et des contrôles massifs.

**Est-ce que les Ministres poursuivent la démolition du service public JS ? Quand est-ce que les avis des personnels seront pris en compte ?**



*Une question, une remarque, une envie. Contactez nous à : [solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com)  
<https://solidaires-jeunesse-sports.org/>*